

Manifestation pour la protection du pouvoir d'achat des personnes retraitées de l'État
ASSEMBLÉE NATIONALE – 30 SEPTEMBRE 2009
Discours de la présidente de l'AREQ

Bonjour à vous toutes et à vous tous,

Je suis fière de constater la présence en grand nombre des retraités de l'AREQ. L'AREQ est la plus importante association québécoise de personnes retraitées de l'État. Elle compte 53 000 membres et ça paraît aujourd'hui! Je veux souligner aussi la présence des retraités des autres associations de retraités du GTAR (Groupe de travail des associations de retraités).

Personne n'a hésité à venir manifester avec nous afin de montrer au gouvernement que ce n'est pas la revendication d'une personne ou d'une association mais bien celle de toutes les personnes retraitées des secteurs public et parapublic. Merci aussi aux futurs retraités provenant de divers syndicats de travailleuses et de travailleurs. Ces personnes sont concernées tout autant que nous.

D'ailleurs, je vous apporte les salutations de la CSQ. L'exécutif de la CSQ appuie la mise sur pied d'une table de travail ou d'un comité de travail avec le gouvernement pour étudier les conditions de vie des retraités et la protection du pouvoir d'achat. Nous vous ferons connaître la réponse officielle de notre demande d'appui dès que nous l'aurons reçue.

Merci aussi autres personnes présentes qui nous appuient parce que notre demande démontre l'importance de protéger le pouvoir d'achat des citoyennes et citoyens.

Nos membres ont demandé à l'AREQ d'organiser une manifestation importante pour démontrer à notre ancien patron que la retraite fait partie des conditions de travail et que nous avons besoin nous aussi de protéger notre pouvoir d'achat.

L'an dernier, à pareille date, nous étions autour de 1000 personnes devant l'Assemblée nationale. Aujourd'hui, nous sommes plus de 5000. Cinq fois plus. Je pense que le message est clair : notre détermination ne diminue pas. Notre impatience ne diminue pas. Contrairement à notre rente, elles augmentent.

Merci d'être là, pour vous, pour nous, pour appuyer concrètement, notre demande commune d'une Table de travail. Votre présence témoigne de l'importance de la protection du pouvoir d'achat pour les personnes retraitées et l'importance pour le gouvernement de trouver, avec nous, des solutions durables.

Les biens à la consommation augmentent : l'électricité, les produits alimentaires, l'essence, tout augmente. Monsieur Charest nous annonce des hausses de taxes et des hausses de tarifs. Mais notre rente, elle, est pratiquement gelée depuis plus de 27 ans donc ¼ de siècle. Le résultat, c'est que notre pouvoir d'achat diminue d'année en année. C'est bien simple, ça ne peut plus continuer.

Comme vous le voyez, la Table est mise, les places sont assignées, nous sommes prêtes et prêts à dialoguer, à rechercher des solutions afin de protéger notre pouvoir d'achat. Quand la présidente du Conseil du Trésor daignera-t-elle nous accorder son attention et venir nous rencontrer? Nous l'avons invité formellement, par lettre, la semaine dernière à se joindre à nous aujourd'hui. La place est toujours libre.

Mais si Mme Gagnon-Tremblay avait été présente, nous aurions pu inaugurer cette Table en votre présence. Imaginez à la « une » dans les journaux demain matin « Plus de 5000 personnes assistent à la première rencontre de la Table conjointe gouvernement-retraités ».

Nous, personnes retraitées des secteurs publics et parapublics, on ne demande pas la lune : on veut que la présidente du Conseil du trésor, Monique Gagnon-Tremblay, poursuive le dialogue avec nous, les associations de retraités. Le Parti libéral nous l'avait promis en campagne électorale. Neuf mois plus tard, on attend toujours. Quand voulait-il poursuivre les échanges? Nous pensions que c'était tout de suite après les élections puis, nous espérions que ce serait aujourd'hui... Quand cette promesse aura-t-elle des suites?

L'AREQ et les autres associations ont rappelé, à maintes reprises, les promesses par des lettres, des demandes de rencontres, des cartes postales, des pétitions, des interventions, etc.

Nous avons reçu des accusés de réception mais aucun geste concret ... Or, nous demandons une Table de travail. Nous sommes 5000, ici, aujourd'hui, peut-être pourrions-nous le répéter à Monsieur Charest:

- M. Charest : nous demandons UNE TABLE DE TRAVAIL
- vous avez compris Mme Gagnon-Tremblay : les retraités demandent UNE TABLE DE TRAVAIL.

La population est massivement derrière nous : selon un sondage CROP exclusif réalisé pour l'AREQ, 79 % des Québécoises et Québécois appuient notre demande de table de travail.

Nous ne demandons pas la lune mais une table de travail avec le gouvernement. Les retraités doivent être partie prenante dans le dossier de la retraite. Les échanges entre gouvernement-retraités doivent se continuer en face à face, sérieusement... c'est maintenant le temps de répondre à nos demandes répétées.

Madame la présidente du Conseil du trésor, il est temps de passer à table! Nous vous attendons.

Merci de votre présence, de votre appui; c'est le temps, pour nous retraités, de dialoguer, de rencontrer le gouvernement.

J'espère que le prochain rassemblement, dans un délai rapproché, sera pour souligner les actions concrètes menant à la protection de notre pouvoir d'achat.

Bonne journée.